



## Participation de l'UIHJ à la conférence internationale de Saint-Petersbourg des 6 au 8 juillet 2010

Bernard Menut, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ, a participé durant trois jours à la conférence organisée par le Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie dont le thème était « Exécution des titres exécutoires – Pouvoirs des agents en charge de l'exécution », et qui a réunie, dans le cadre de l'université de Saint-Petersbourg, des professeurs de droit et des officiers judiciaires et agents d'exécution de la Fédération de Russie, du Belarus, d'Israël, d'Azerbaïdjan, de Finlande, d'Allemagne, de la République tchèque, d'Estonie, de Lituanie et de Lettonie



Artur Parfenchikov, directeur du Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie

Artur Parfenchikov, Director of the Federal Service of Judicial Officers of the Russian Federation



De gauche à droite : Sergueï Sazanov, vice-directeur du Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie, Bernard Menut, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ, Artur Parfenchikov, directeur du Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie

From Left to Right : Sergueï Sazanov, Deputy Director of the Federal Service of Judicial Officers of the Russian Federation, Bernard Menut, 1<sup>st</sup> Vice-President of the UIHJ, Artur Parfenchikov, Director of the Federal Service of Judicial Officers of the Russian Federation

### Partager les meilleurs pratiques

Bernard Menut a présenté l'UIHJ, ses objectifs ainsi que ses actions notamment au sein des différents organismes internationaux. Durant la conférence de presse commune tenue avec Alexandre Vladimirovitch Konovalov, ministre de la justice de la Fédération de Russie, le 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ a souligné combien un État de droit devait se doter de moyens efficaces pour exécuter les décisions de justice, et combien il était important pour la Fédération de Russie de disposer d'un corps d'agents d'exécution bien formé et respecté. Le partage des expériences européennes, dans la diversité des modèles utilisés, fournit à la Fédération de Russie l'opportunité de s'inspirer des meilleures pratiques en usage en Europe, en profitant notamment de la dynamique que fournit un modèle d'agents d'exécution privés.

Le ministre annonça qu'une réflexion était engagée au sein de son ministère en vue de trouver de nouvelles voies pour accroître l'efficacité du système

actuel notamment en transférant à la sphère privée certaines activités et qu'à ce titre, la Fédération de Russie se réjouissait d'avoir rejoint les rangs de l'UIHJ en vue de partager les meilleures pratiques existantes dans le monde. M. Konovalov a confirmé que son ministère avait organisé une analyse des deux modèles d'agents d'exécution.

M. le professeur Wladimir Yarkov, chef du département de procédure civile de l'académie judiciaire d'État de l'Oural, membre du Conseil scientifique de l'UIHJ, présenta une analyse du système d'exécution en Russie au regard des orientations des modèles « indépendant » et « budgétaire ». Qu'il s'agisse du modèle « Étatique », ou du modèle « Indépendant », les agents d'exécution doivent disposer d'un accès aisé et rapide à toutes les informations patrimoniales du débiteur. Ce point fut d'ailleurs souligné durant les travaux, notamment par M<sup>me</sup> Yelena Borisenko, chef du bureau d'aide légale du ministère de la justice de la Fédération de Russie.

La présentation de l'activité des agents d'exécution de la Fédération de Russie (76 000 agents fonctionnaires) fut l'un des moments clé de ces journées. Les chiffres fournis par M. Artur Parfenchikov, directeur du Service fédéral des huissiers de justice de la Fédération de Russie, montrent une croissance des procédures. L'un des éléments marquants de la présentation est le souci de trouver les moyens d'une meilleure efficacité des agents d'exécution. Tous les intervenants ont insisté sur les apports que peuvent fournir les nouvelles technologies, notamment dans l'accès aux informations ou dans la publicité pour la réalisation des biens saisis, notamment en matière de vente des immeubles saisis. L'expérience israélienne, présentée par M<sup>me</sup> Izabella Dragonetskaya, vice-présidente du Centre israélien d'exécution et de l'autorité de recouvrement, a montré combien une organisation technique performante — notamment un accès automatisé et large aux informations patrimoniales, mais aussi l'usage des SMS, des appels téléphoniques — peut aider à accroître l'efficacité du recouvrement. Une campagne de publicité en direction des débiteurs a même été élaborée par le service et diffusée dans les medias en Israël.

### Rechercher un modèle plus performant

Nos confrères Inga Karalene, présidente de la chambre nationale de Lituanie, ainsi que Ginters Hmelevskis, président de la chambre nationale de Lettonie, soulignèrent combien le passage au statut indépendant avait pu accroître l'efficacité des agents d'exécution dans leurs pays. En Lituanie, l'introduction de l'exécution « électronique » c'est-à-dire sans papier, devrait encore améliorer la rapidité des exécutions et donner de nouveaux moyens aux huissiers de justice de Lituanie.



Vladimir Yarkov, chef du département de procédure civile de l'Académie judiciaire d'État de l'Oural, membre du Conseil scientifique de l'UIHJ - Vladimir Yarkov, chief of the department of civil procedure of the Legal State Academy of Ural, member of the Scientific Council of the UIHJ

M. Vladimir Plasil, vice président de la commission de l'association des huissiers de justice de la République Tchèque, souligna dans sa présentation du système tchèque d'exécution des décisions de justice, combien la privatisation du système a été bénéfique pour la justice en République Tchèque. Il insista sur l'intérêt pour un système d'exécution d'intéresser financièrement les agents d'exécution au résultat de l'exécution.

Le recteur de l'université d'État de St Petersburg, M. Nickolay Propachev, a souligné combien certains aspects privés de l'exécution des décisions de justice qui ont été présentés durant les travaux pourraient constituer une intéressante avancée pour la législation de la Fédération de Russie, et ce dans un avenir proche.

Une très intéressante communication fut présentée par M. Mikhail Schvartz, professeur associé du département de procédure civile de l'université d'État de St Petersburg, à propos des aspects légaux des restrictions personnelles imposées au débiteur en complément ou au lieu et place des mesures d'exécution. Ces restrictions peuvent concerner le permis de conduire, ou la capacité à se rendre à l'étranger. Il semble que de telles restrictions donnent des résultats remarquables, notamment en ce qui concerne le paiement des pensions alimentaires. L'État d'Israël qui utilise ces mesures restrictives en complément des mesures d'exécution des décisions de justice pour les débiteurs insolubles et sous certaines conditions paraît satisfait des résultats obtenus par de telles mesures. Mais de nombreux participants soulignèrent combien de telles mesures peuvent porter atteinte à la

liberté individuelle, et il fut souligné que de telles mesures pourraient être en contradiction avec la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

M<sup>me</sup> Elin Vilippus présenta le statut des agents d'exécution en Estonie, insistant sur la formation préalable et le contrôle des agents. Il est manifeste que la formation initiale des agents d'exécution apparaît meilleure dans les pays ayant implanté le modèle « *indépendant* ». Ceci a donc une influence très positive sur l'exécution des décisions de justice ainsi que sur la réduction des réclamations à l'encontre des huissiers de justice. M. Vladimir Gureev, chef du département d'exécution de l'Académie judiciaire de Russie, insista pour sa part sur les principes d'indépendance et leur implémentation dans les activités des agents d'exécution. L'indépendance des agents d'exécution ne peut pas être comparée avec celle qui existe pour les juges. Le principe d'indépendance doit être défini par la loi. Il est souvent considéré comme seulement économique, alors qu'il doit être plus profond. M. Gureev considère qu'il faut désormais rechercher un modèle plus performant pour l'exécution des décisions de justice.

## The UIHJ at the International Conference of Saint-Petersburg (6 to 8 July 2010)

**Bernard Menut, 1<sup>st</sup> Vice-President of the UIHJ, took part during three days in the conference organized by the Federal Service of Enforcement of the Russian Federation, whose topic was "Enforcement of Acts of Courts and Other Bodies – Powers of Officials in the Exercise of Executive Actions", and which joined together, within the framework of the University of St-Petersburg, law professors, legal officers and enforcement agents of the Russian Federation, Belarus, Israel, Azerbaijan, Finland, Germany, Czech Republic, Estonia, Lithuania and Latvia**

### Sharing the Best Practices

Bernard Menut presented the UIHJ, its objectives as well as its actions in particular within the various international agencies. During the joint press conference held with Alexander Vladimirovich Kononov, Minister for Justice of the Russian Federation, the 1<sup>st</sup> Vice-President of the UIHJ underlined how much the Rule of law within a state meant having effective means to carry out legal decisions, and how important it was for the Russian Federation to have

a body of enforcement agents highly trained and respected. The sharing of European experience, in the diversity of existing models, gives the Russian Federation the opportunity of taking as a starting point the best practices in Europe, while benefitting in particular from the dynamics provided by a model of private enforcement agents.

The minister announced that a reflection was organized within his ministry in order to find new ways to increase the effectiveness of the current

system in particular by transferring to the private sector certain activities and that for this reason, the Russian Federation was delighted to have joined the rows of the UIHJ in order to share the best existing practices in the world. Mr. Kononov confirmed that his ministry had organized an analysis of the two models of enforcement agents.

Professor Vladimir Yarkov, chief of the department of civil procedure of the Legal State Academy of Ural, member of the Scientific Council of the UIHJ, presented an analysis of the enforcement system in Russia taking into consideration the orientation of the "independent" and "budgetary" models. In both the "State" and the "Independent" models, enforcement agents must have an easy and fast access to all patrimonial information regarding the debtor. Incidentally this point was underlined during the seminar in particular by Mrs. Yelena Borisenko, chief of the Bureau of Legal Assistance of the Ministry of Justice of the Russian Federation.

The presentation of the activity of enforcement agents of the Russian Federation (76 000 civil servant agents) was one of the key moments of the conference. The provided figures by Mr. Artur Parfenchikov, Director of the Federal Service of



*Gintars Hmelevskis, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Lituanie*

*Gintars Hmelevskis, President of the National Chamber of Judicial Officers of Lithuania*



*Alexandre Konovalov, ministre fédéral de la justice de la Fédération de Russie*

*Alexander Konovalov, Federal Minister of Justice of the Russian Federation*



*Nikolai Kropachev, recteur de l'Université d'État de Saint-Petersbourg*

*Nikolai Kropachev, Vice-Chancellor of the State University of Saint-Petersburg*

the Enforcement Agents of the Russian Federation, show a growth of the procedures. One of the outstanding elements of the presentation is the concern of finding the means of a better effectiveness of enforcement agents.

All the speakers insisted on the contributions that new technologies can provide, in particular in the access to information or in publicity for the realization of the seized assets, in particular as regards sale of seized real properties. The Israeli experience, presented by Mrs. Izabella Dragonetskaya, Vice-President of the Israeli Center of Enforcement and the Authority of Covering, showed how much a powerful technical organization — in particular an automated and broad access to patrimonial information, but also the use of SMS, phone calls — can help to increase the effectiveness of covering. An advertizing campaign in direction of debtors was even worked out by the Service and was broadcasted in the Medias in Israel.

### Seeking a More Powerful Model

Our fellow-members Inga Karalene, President of the National Chamber of Lithuania, and Gintars Hmelevskis, President of the National Chamber of Latvia, underlined how much the change to an independent statute had been able to increase the effectiveness of the enforcement agents in their countries. In Lithuania, the introduction of the “electronic” execution, i.e. paperless, should still improve the speed of enforcements and give new means to the judicial officers of Lithuania.

Mr. Vladimir Plasil, Vice-President of the commission of the association of the judicial officers of the Czech Republic, underlined in his presentation of the Czech system of enforcement of legal decisions, how much the privatization of the system

was beneficial for justice in the Czech Republic. He insisted on the added-value for a system of execution to financially incentivize enforcement agents in the result of enforcement.

The vice-chancellor of the State University of St Petersburg, Nickolay Propachev, underlined how much certain private aspects of the enforcement of legal decisions which were presented during the works could constitute an interesting move for the legislation of the Russian Federation, and this in the near future.

A very interesting communication was presented by Mikhail Schwartz, associated professor at the Department of Civil Procedure of the State University of St Petersburg, in connection with the legal aspects of the personal restrictions imposed to the debtor in complement or instead of enforcement measures. These restrictions can relate to the driving license, or the capacity to going abroad. It seems that such restrictions give remarkable results, in particular with regard to payment of alimonies. The State of Israel which uses these restrictive measures in complement of enforcement measures of legal decisions for insolvent debtors and under certain conditions appears satisfied with the results obtained by such provisions. But many participants underlined how much these measures can go against individual freedom, and it was stressed that they could be in contradiction with the European Convention on Human Rights.

Mrs. Elin Vilippus presented the statute of the Estonian enforcement agents. She insisted on initial training and the control of the agents. It is clear that initial training of enforcement agents appears superior in the countries having established an “independent” model. This thus has a very positive influence on the execution of legal

decisions as well as on the reduction of complaints against judicial officers.

Mr. Vladimir Gureev, chief of the Enforcement Department of the Russian Legal Academy, insisted for his part on the principles of independence and their implementation in the activities of enforcement agents. The independence of enforcement agents cannot be compared with that of Judges. The principle of independence must be defined by the law. It is often regarded as only economic, whereas it must be deeper. Mr. Gureev considers that it is necessary from now on to seek a more powerful model for the enforcement of legal decisions.



*Elin Vilippus, huissier de justice, chargée des affaires internationales de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Estonie*

*Elin Vilippus, judicial officer, in charge of international affairs of the National Chamber of judicial officers of Estonia*